

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDÉPENDANT D'INFORMATIONS GÉNÉRALES N° 231 - LUNDI 4 JUILLET 2022 - PRIX : 3000 GNF - ZONE CFA : 500

Mohamed Béavogui, PM

P.4



« Nous avons amorcé un tournant décisif de notre histoire le 5 septembre 2021... »

Événements du 4 juillet 1985



P.3

37 ans après...

P.5



Certificat d'études élémentaires

Les résultats qui en disent long

P.6

Primature

Quand un consultant socioéconomique suggère au Premier ministre de rendre le tablier

Fodé Oussou à propos de la transition P.5

« Depuis le 5 septembre, il n'y a pas de visibilité... »

Gestion du football guinéen

La FIFA proroge le mandat du CoNor

P.8

Interview

Jean Marc Telliano sur le sommet de la CEDEAO

« Nous ne souhaitons pas qu'il y ait des sanctions contre la Guinée... »



Edito à vue d'Aigle

Un nouveau sursis pour la Guinée

Le 61^{ème} sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) s'est tenu le dimanche 3 juillet à Accra, au Ghana. Un sommet au cours duquel des décisions ont été prises par rapport aux transitions en cours au Mali, au Burkina Faso et en Guinée.

Édito à vue d'aigle



Un nouveau sursis pour la Guinée

Le 61^{ème} sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) s'est tenu le dimanche 3 juillet à Accra, au Ghana. Un sommet au cours duquel des décisions ont été prises par rapport aux transitions en cours au Mali, au Burkina Faso et en Guinée.

Comme beaucoup s'y attendaient, les sanctions économiques et financières contre le Mali ont été levées, à la grande joie des Maliennes et Maliens qui ont vu ces six derniers mois leurs conditions de vie se détériorer. Les avoirs du pays à la BCEAO avaient été gelés, les frontières fermées, les ambassadeurs de la sous-région rappelés par leurs pays respectifs. Cette levée des sanctions constitue donc un ouf de soulagement pour ce pays frappé de plein fouet par le jihadisme dans

sa partie septentrionale. Quant à la junte au pouvoir au Burkina Faso, elle a finalement trouvé un accord avec la CEDEAO autour d'une transition de 24 mois, évitant ainsi des sanctions de l'organisation régionale.

La Guinée, pour sa part, a obtenu un nouveau sursis. Le pays du colonel Mamadi Doumbouya a encore un mois pour proposer un chronogramme acceptable. En lieu et place du Ghanéen Mohamed Ibn Chambas, c'est l'ancien président du Bénin, Thomas Boni Yayi, qui y sera envoyé comme médiateur, à l'image du Nigérian Goodluck Jonathan au Mali et du Nigérian Mahamadou Issoufou au pays des hommes intègres.

Pour rappel, le CNRD avait proposé un chronogramme de 39 mois. Lors d'une plénière, le Conseil national de la Transition que dirige Dr Dansa Kourouma a ramené ce chronogramme à 36 mois. Mais les partis politiques et les plateformes de la société civile les plus représentatifs ne voient pas les choses de cette façon. Ils réclament plutôt une transition n'excédant pas deux ans. D'où cette impasse dans laquelle se trouve actuellement la Guinée. Le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC) avait projeté d'organiser le 23 juin passé une marche citoyenne et pacifique pour réclamer des autorités de la transition le respect des droits de l'homme, la publication de la liste des membres du CNRD, la déclaration des biens des membres du CNRD et du Gouvernement. Il aura fallu la médiation des sages et des religieux du pays pour que Foniké Menguè et ses camarades reportent leur marche. Le Premier ministre a eu par la suite une première rencontre avec les forces vives de la nation pour parler des modalités de la mise en place d'un véritable cadre de dialogue. Mais au sortir de ladite rencontre, il y a eu des participants, non des moindres, qui ont fait part de leur totale déception.

La question que beaucoup se posent est de savoir si ce nouveau sursis sera le dernier pour la Guinée. Attendons de voir.

Kéfina Diakité

SAÏKOU YAYA BARRY À L'AG DE L'UFR

« Le CNRD a un agenda caché »

L'UFR a tenu son assemblée générale le samedi 02 juillet au son siège national à Matam. Une occasion que le secrétaire exécutif du parti, Saïkou Yaya Barry, a mise à profit pour dire haut et fort que le CNRD, à sa tête le colonel Mamadi Doumbouya, veut confisquer le pouvoir en imposant un candidat de son choix.



« Si jusqu'à présent la transition ne marche pas, reprenez très bien, c'est parce que le CNRD n'a pas voulu, c'est parce que le CNRD a un agenda caché, c'est parce que le CNRD ne veut pas quitter le pouvoir, c'est parce que le CNRD a un candidat dans l'ombre », accuse Saïkou Yaya Barry, secrétaire exécutif de l'UFR, le parti de l'ancien Premier ministre Sidya Touré. Et d'ajouter : « La première des choses, si tu n'es pas candidat ou tu n'as pas de candidat, tu as fait une charte, on ne t'a pas torturé ni attaché pour faire ta charte et tu dis

les membres de la transition ne seront pas candidats, mais le CNRD c'est qui ? C'est l'organe de transition, et les membres du CNRD sont l'organe d'orientation de la politique générale du CNRD et du pays. S'ils ne doivent pas être candidats mais on doit les connaître. C'est là où ils sont en train de tâtonner, ils n'ont pas que des imbéciles en Guinée, il y a des gens qui sont intelligents ici, qui voient mieux qu'eux. Ils sont en train de se fourvoyer lamentablement, parce que ça ne peut pas marcher comme ça ».

Tidiane Diallo

Lire L'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu



Autorisation N°299/PR/TPI/K/2018 - Siège : Hamdaye 2 Commune de Ratoma, Sur la route Le Prince à côté de la Mosquée Diakité - BP : 6184 Conakry - République de Guinée
E-mail : laigleinfosgn@gmail.com - tél. (+224) 621935388

Administrateur Général

Ali Kéfina Diakité
Tél. +224 621935388

Directeur de Publication et Rédacteur en Chef

Ali Badara Condé

Secrétaire Général de la Rédaction

Amadou Tidiane Diallo

Comité de Rédaction

Ali Badara Condé, Tidiane Diallo, Samory Kéita, Ali Kéfina Diakité, Mamoudou Diakité, Mamadou Saidou Barry

Service Commercial, Marketing, Abonnement, Annonces et Pub

Mamadou Saidou Barry
627932508

Imprimeur

Arbaba Barry
628463493

Imprimerie

Le Scribe

Distribution

L'Aigle Infos/Maison du Livre

Mise en page

L'Aigle Infos

Edité par : Kéfina Sarlu (Société de Régie, d'édition et de Communication)

JEAN MARC TELLIANO SUR LE SOMMET DE LA CEDEAO

« Nous ne souhaitons pas qu'il y ait des sanctions contre la Guinée... »

La Guinée n'a pas été sanctionnée lors du 61e sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO à Accra, au Ghana. Elle a plutôt obtenu un sursis d'un mois. Un nouveau médiateur a été également désigné, en la personne de Thomas Boni Yayi, ancien président du Bénin. Pour le parti RDIG, c'est une bonne nouvelle pour la population guinéenne. Dans une interview téléphonique accordée à l'Aigleinfos, Jean Marc Telliano estime que c'est le ton du dialogue inclusif. A l'en croire, sa coalition a déjà déposé son mémorandum. Lisez.....

L'Aigleinfos : les chefs d'Etat de la CEDEAO ont statué sur le cas de la Guinée il y a deux jours. Pour l'instant, aucune sanction n'a été annoncée contre la junte guinéenne. Et les 36 mois ont été rejetés par les chefs d'État membres de la CEDEAO. Comment avez-vous accueilli la nouvelle?

Jean Marc Telliano: Tout d'abord, c'est un sentiment de satisfaction pour ne pas qu'on inflige des sanctions à la Guinée. Parce que j'avais dit un jour lors d'une de mes interventions, Monsieur le Premier ministre que je connais il y a une dizaine d'années, avec lequel j'ai fait beaucoup d'activités quand j'étais ministre de l'Agriculture, a de très bonnes intentions. Il a un rôle très important dans ce cadre de dialogue. Et puis, il a la volonté d'ouvrir le cadre de dialogue inclusif. Mais le problème, c'est qu'ils (militaires) ne savent pas par où il faut commencer. Ils ne veulent pas associer des gens qui ont l'expérience, qui pouvaient peut-être les guider en termes de logistique. Mais je suis très content. Parce que personne ne pourrait souhaiter un malheur à la Guinée. Infliger des sanctions à la Guinée, ce n'est pas nous qui allons subir. Mais c'est le bas peuple. C'est pourquoi, nous ne souhaitons pas qu'il y ait des sanctions contre la Guinée.

L'Aigleinfos: Le Premier ministre Mohamed Beavogui a demandé aux acteurs sociopolitiques de déposer leur mémorandum avant le début du dia-



logue inclusif. Votre coalition a-t-elle déjà déposé ce document ?

Jean Marc Telliano : Depuis le 29 juin, nous, nous avons déposé nos propositions. Je pense que nous avons été entendus à l'époque. Et tout ce que nous avons fait comme proposition par le passé, c'est ce qui est en train d'être suivi. Donc, moi je crois que les Guinéens doivent mettre la balle à terre, ne pas souhaiter une insurrection. Une fois que les Guinéens se mettent ensemble et discuter d'une même voix, je pense que la Guinée ira mieux. C'est ce que nous souhaitons. Et ensemble, nous pouvons le faire.

L'Aigleinfos : Cela fait dix (10) mois depuis que le pouvoir d'Alpha Condé a été renversé. Aujourd'hui, êtes-vous satisfait de la gestion de la transition par les militaires ?

Jean Marc Telliano: Nous leur donnons tous le bénéfice du

doute. Ils (militaires) ont posé des actes quand même dont tout le peuple de Guinée est satisfait. Mais qu'ils reviennent sur terre, qu'ils renvoient la copie pour qu'ils puissent traiter tous les Guinéens sur le même pied d'égalité. Sinon nous n'irons nulle part.

L'Aigleinfos: Quelle solution proposez-vous pour une transition apaisée ?

Jean Marc Telliano: C'est une transition inclusive. C'est aussi simple que ça. Dès qu'une transition est inclusive vraiment et consensuelle, les Guinéens vont sûrement adhérer. Mais dès qu'une transition est ciblée, et que les arrestations soient ciblées, les Guinéens d'un côté ne vont pas adhérer. Moi je crois qu'ils devaient revoir la copie. C'est ce que le peuple de Guinée souhaite. Je vous remercie.

Interview réalisée par Amadou Tidiane Diallo

EVÉNEMENTS DU 4 JUILLET 1985

37 ans après...

4 juillet 1985/4 juillet 2022, il y a 37 ans, jour pour jour, que la Guinée a enregistré les événements tragiques consécutifs à la prétendue tentative de coup d'Etat attribuée au colonel Diarra Traoré, alors ministre de l'Education. Pour beaucoup d'observateurs, la gestion plutôt scandaleuse de ce dossier très sensible fait partie du passif de la Deuxième République.



Au lendemain de la disparition du premier président de la Guinée indépendante, Sékou Touré, le colonel Lansana Conté et ses compagnons du Comité militaire de redressement national (CMRN), dont le colonel Diarra Traoré, se sont emparés du pouvoir le 3 avril 1984. Le premier occupera le poste de président de la République, le second celui de Premier ministre. Mais quelques mois plus tard, Diarra Traoré tombera en disgrâce et se retrouvera au poste de ministre de l'Education ; le poste de Premier ministre ayant été supprimé entre-temps. Le 4 juillet 1985, l'on a attribué au colonel Diarra Traoré une tentative de coup d'Etat contre le président Lansana Conté. La suite, on la connaît. L'auteur présumé dudit coup d'Etat manqué et ses proches ont été arrêtés dans des conditions parfois humiliantes et inhumaines. Une véritable campagne de pillage de leurs biens a été menée dans les quartiers de Conakry. A son retour de Lomé, au Togo, où il a pris

part à un sommet de la CEDEAO, Lansana Conté n'a trouvé mieux que de prononcer son désormais "célèbre" « Wo fatara » (vous avez bien fait en langue nationale Soussou). Diarra Traoré et plusieurs de ses compagnons se feront tuer par la suite sans aucune forme de procès. Trente-sept ans après, ces tristes événements, les parents des victimes ont toujours du mal à se remettre de ce traumatisme et continuent de se battre pour être rétablis dans leurs droits. Espérons que leur situation attirera enfin l'attention des plus hautes autorités du pays.

Tidiane Diallo

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Notre site indépendant d'information tous azimuts.

MOHAMED BÉAVOGUI, PM

« Nous avons amorcé un tournant décisif de notre histoire le 5 septembre 2021... »

Le lundi 27 juin, en vue de la mise en place d'un cadre de concertation et de dialogue inclusif en Guinée, le Premier ministre guinéen Mohamed Béavogui a rencontré les représentants des forces vives de la nation (partis politiques, société civile, syndicats, religieux, etc.) dans un hôtel de la place. Nous vous proposons ici l'intégralité du discours qu'il a prononcé à l'ouverture de ladite rencontre.

« Mesdames et Messieurs, honorables invités

En vos rangs, qualités et titres,

Tout protocole observé.

Je suis heureux d'être avec vous pour un échange ouvert, inclusif et constructif sur notre avenir commun.

Tout d'abord, comme vous le savez tous, le Président de la Transition, le Colonel Mamadi Doumbouya a toujours favorisé le dialogue. C'est ainsi qu'au lendemain de la prise du pouvoir, il a initié des concertations nationales permettant de définir le contenu de la transition. Par la suite, il a lancé l'initiative des Assises Nationales le 22 mars 2022. Tout ceci, en plus de la politique de la porte ouverte grâce à laquelle les citoyens de tous bords sont régulièrement reçus par lui, démontre sa volonté d'ouverture, d'unité et de rassemblement pour une nation forte et prospère.

Au nom du Président de la transition, du CNRD et du Gouvernement, je voudrais vous remercier d'avoir répondu favorablement à l'appel au dialogue que je vous ai lancé le 20 juin et au communiqué vous invitant à la rencontre d'aujourd'hui.

Je rends hommage au peuple de Guinée d'avoir choisi la sagesse qui a conduit à la suspension de la marche qui était projetée la semaine dernière.

Nos remerciements vont également à l'endroit des sages, des religieux et toutes les personnes qui se sont impliquées dans la facilitation de cette rencontre.



« Il y a encore six (6) mois, j'ai indiqué dans la feuille de route du Gouvernement que notre objectif est de bâtir des institutions démocratiques, solides et crédibles qui résisteront au temps et à la tentation des hommes. »

C'est pour moi la preuve de votre engagement à faire des concessions pour la cause nationale.

C'est également le lieu de remercier le ministre de l'Administration, du Territoire et de la Décentralisation d'avoir coordonné au nom du Gouvernement toutes les actions qui nous ont permis d'être là aujourd'hui.

Mes chers compatriotes,

Comme vous le savez,

nous avons amorcé un tournant décisif de notre histoire le 5 septembre 2021 sous l'égide du CNRD.

L'esprit qui nous a motivés et porté cet acte historique que nous avons tous salué n'a pas changé : il s'agit de jeter les bases d'une société paisible juste et unie autour des valeurs communes. Il y a encore six (6) mois, j'ai indiqué dans la feuille de route du Gouvernement que notre objectif est de bâtir des institutions démocratiques, solides et cré-

dibles qui résisteront au temps et à la tentation des hommes. L'enjeu est de garantir l'exercice et le respect des libertés fondamentales ainsi que les règles de bonne gouvernance indispensables

« L'état de notre pays appelle à l'effort de tous et nécessite la concertation, le dialogue inclusif, sans a priori. »

bles au développement de la Guinée.

Pour réussir cette mission, seule une démarche inclusive, adaptée à la réalité guinéenne, permettra de poser les jalons du bien vivre ensemble que nous ambitionnons tous.

Mesdames et Messieurs,

Dans mon discours du 20 juin, j'avais relevé le constat global de nos quatre semaines d'immersion à l'intérieur du pays à savoir l'absence quasi-totale de l'administration publique et un manque criard d'infrastructures de base : route, eau potable, électricité, notamment. Ainsi l'état de notre pays appelle à l'effort de tous et nécessite la concertation, le dialogue inclusif, sans a priori.

L'objectif est de mener ensemble une transition apaisée vers un retour à l'ordre constitutionnel.

C'est pourquoi, il est indispensable que chacun de nous ici présent comprenne une bonne fois pour toute que le seul agenda qui vaille est celui du peuple. Dans nos for intérieurs, interrogeons-nous pourquoi notre pays est encore dans une transition après celle de 2010 ? La Guinée peut-elle se payer le luxe d'une transition chaque décennie ? La réponse à ces questions permettra à tout le monde non

seulement de camper l'événement dans son contexte, mais de prendre de la hauteur nécessaire à la compréhension des enjeux du moment et du devenir de notre Guinée à tous.

Je puis encore vous rassurer de ma

détermination, celle de mon gouvernement et du CNRD à travailler avec vous afin de mener ce dialogue de façon constructive et efficace.

Mesdames et Messieurs les participants

N'oublions jamais que certains ont dû consentir au sacrifice ultime le 05 septembre pour que ce rêve soit possible. Leurs sacrifices auraient été vains si la Guinée devait se retrouver encore dans une nouvelle transition.

Je souhaite que la rencontre qui commence aujourd'hui nous permette de nous entendre sur les modalités pratiques de cette nouvelle phase au processus de concertation et de dialogue.

Ces modalités devraient définir entre autres :

Les sujets à l'ordre du jour doivent être centrés sur le contenu de la transition.

La catégorisation des participants par thématiques.

A ce stade-ci je préfère m'arrêter pour vous écouter et recueillir vos avis de manière brève.

Nous allons dédier 1h de temps à cette phase qui concerne les points et les modalités de discussions qui feront objet du dialogue.

Je vous remercie ! », a déclaré Mohamed Béavogui, Premier ministre, Chef du Gouvernement.

Kéfina Diakité

Proverbe Africain

« Le vieux se chauffe avec le bois récolté dans sa jeunesse. »

CERTIFICAT D'ÉTUDES ÉLÉMENTAIRES

Les résultats qui en disent long

Le mardi 28 juin 2022, les résultats du Certificat d'études élémentaires (CEE) ont été rendus publics par les services compétents du ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation. Des résultats qui ont été plutôt catastrophiques, avec un taux de réussite de 17, 62%.

Lors d'un point de presse qu'il a animé le 24 juin, le ministre de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation, Guillaume Hawing, a dressé le bilan de la supervision des examens nationaux session 2022. Il a révélé que sur les trois examens nationaux, 364 candidats pris en flagrant délit ont été fraudés, 35 cas de substitutions notifiés, 12 cas de démission enregistrés au baccalauréat unique, 688 téléphones ont été saisis sur les candidats et 175 enseignants ont été éliminés de ces examens. Le mardi 28 juin 2022, les résultats du Certificat d'études élémentaires (CEE) ont été rendus publics par les services compétents du ministère de l'Enseignement pré-universitaire et de l'Alphabétisation. Des résultats qui ont été plutôt catastrophiques,

avec un taux de réussite de 17, 62%.

Pour bon nombre d'observateurs, ces résultats reflètent bel et bien le niveau de ces jeunes candidats. Selon eux, cette situation devrait interpeller à la fois le corps enseignant, l'Etat et les parents d'élèves. Il est impérieux d'organiser les états généraux de l'éducation.

Pour rappel, les examens nationaux, session 2022, se sont déroulés du 6 au 21 juin. L'honneur est revenu aux candidats au Certificat d'Etudes Élémentaires (Entrée en 7ème Année) d'ouvrir le bal desdits examens. Ils ont été suivis par les candidats au BEPC (Brevet d'études du Premier cycle). La boucle a été bouclée par le baccalauréat unique. Si pour les deux premiers

examens, peu de cas de fraudes ou de tentatives de fraude ont été signalés, au baccalauréat, beaucoup de candidats se sont fait éliminer, pour avoir enfreint les règlements édictés par le ministère de tutelle.

De l'avis général, des dispositions idoines doivent être prises par les autorités de l'éducation pour redorer le blason de l'école guinéenne. En lieu et place des discours creux, il faut poser, sans tarder, des actes concrets dans le cadre de l'amélioration du système éducatif guinéen. L'Etat, les enseignants et les parents d'élèves doivent pleinement jouer leur rôle pour changer la donne.

Au moment où nous mettions sous presse, les candidats au BEPC étaient dans l'attente de leurs résultats.

Tidiane Diallo



FODÉ OUSSOU FOFANA À PROPOS DE LA TRANSITION

« Depuis le 5 septembre, il n'y a pas de visibilité... »

A la faveur de l'assemblée générale hebdomadaire de l'UFDG qui s'est tenue le samedi 03 juillet 2022, son vice-président, Dr Fodé Oussou Fofana, n'a pas mis de gant pour dénoncer ce qu'il considère comme un manque de visibilité dans la conduite de la transition.



« Depuis le 05 septembre, il n'y a pas de visibilité. Je ne sais pas ce qui va se passer demain mais, depuis le 05 septembre, il n'y a rien et moi je ne comprends pas. Dans tous les pays au monde, quand on met en place un gouvernement et on se rend compte pendant un mois, deux mois, trois mois, quatre mois, cinq mois, six mois, sept mois, dix mois que le gouvernement n'est pas sur la bonne voie, il n'y a pas d'entente entre le ministre de l'Administration du Territoire et le Premier ministre, on va à l'intérieur

du pays pendant un mois, il y a eu tellement d'accidents et il n'y a pas eu de deuil national et on voit les membres du gouvernement gentiment en train de danser du Yankadi, ça, ça fait quand même pitié.

Quand vous mettez des gens et vous vous rendez compte que ce qui les intéresse, ils n'ont pas le niveau parce que quand vous confiez un ministère important à quelqu'un, ce n'est pas son domaine et vous le laissez là-bas pendant dix mois, au lieu de travailler sur son ministère, il va sur les réseaux sociaux.

Quand un gouvernement ne marche pas, on le change pour le bien-être de

la Guinée et des Guinéens. Je pense que le Colonel aurait tout fait pour l'évacuation de ce gouvernement quand il se rend compte que la population est en train de végéter dans la misère, dans la précarité... », a déclaré en assemblée générale de l'UFDG, Dr Fodé Oussou Fofana.

Kèfina Diakité



PRIMATURE

Quand un consultant socioéconomique suggère au Premier ministre de rendre le tablier

Dans une tribune publiée dans la presse, Souleymane Doumbouya, consultant socioéconomique, demande clairement au Premier ministre, Mohamed Béavogui, de rendre le tablier pour, dit-il, libérer le CNRD et le peuple !

« À la suite de la lecture de cette sortie médiatique du Président du CNT face à ce qu'il conviendrait de considérer désormais comme une crise ouverte dans les relations Institutionnelles entre deux (02) organes traditionnels, cruciaux et politiques de la République.

Ainsi, la nuit portant conseils et après mûres réflexions, je suis revenu à la conclusion que dans l'intérêt supérieur de la nation, le PM Béa doit accepter de libérer le CNRD auquel nous sommes foncièrement attaché et qui se présente comme une sorte d'ultime chance de Refondation de l'Etat en Guinée.

En effet, au prix que le peuple attache à cette Transition et les tâtonnements insupportables à plusieurs égards dans la conduite des affaires publiques, l'homme BÉA ferait mieux de rendre le tablier. En y procédant ainsi, il fait amende honorable et fait renaître l'espoir fortement amenuisant, ceci dû, à plusieurs incertitudes du petit temps écoulé et qui ne rassure guère. Plutôt de l'amener à une quelconque perte de temps toujours préjudiciable au peuple, dans cet autre projet

de présentation de la déclaration de la politique générale du gouvernement à nos chers Conseillers jouant le noble rôle de représentation nationale (du peuple), pour gagner en temps, profitons-en pour renouveler le leadership à la Station Primatoriale qui en a fortement besoin.

Je ne me laisserai jamais de rappeler cette citation culte de Napoléon Bonaparte: « Un gouvernant, est un marchand d'espérance ! »

De toute évidence, aujourd'hui, à l'analyse de



« Nous continuerons de regretter un certain feu Jean Marie Doré (paix à son âme) qui fut en le domaine, une vraie « Ecole » de gouvernant, certes sur une très courte période mais très enrichissante. »

cette déclaration publique du très respecté Docteur Dansa Kourouma, Président du CNT qui en lui (PM) lançant un ultimatum, celui sensé assurer une impulsion (qu'on a jamais senti) et la coordination (assez faible pour être appréciée) de l'action gouvernementale, est un des indicateurs largement suffisant pour tirer toutes les conclusions qui sied.

Au regard de plusieurs observations, indéniablement, il en ressort une incompétence notoire de cet ancien machiniste du Centre de Formation Professionnelle (CFP) de Matoto

(Entag) propulsé dans une carrière de fonctionnaire international partie de son appartenance aux familles regnantes (Neveu du célèbre Diallo Telly, ancien Secrétaire Général de l'OUA, Ministre de la Justice et en fin martyr de la Révolution du PDG RDA qui se voulait globale, multiforme et exigeante) de la période Sekoutourenne.

Allons-nous, nous élite fermer les yeux et continuer par lâcheté et hypocrisie-inertie, dans cette déconcertante hypocrisie face à la défense des intérêts majeurs et supérieurs du peuple?

La feuille de route qu'il a présentée avec faste au Président Légionnaire le colonel Mamadi DOUMBOUYA, pour le citoyen lambda est une sorte de « petite forêt sacrée » que seuls lui Béa et ses camarades [car il reste dans le jargon juridico-politique qu'une sorte de Primus inter parès (Premier de ses pairs) et non ce PM assez prédominant dans un « régime

souple »], ce citoyen lambda dis-je, est totalement ignorant de la faisabilité de ce document stratégique. Il sollicite, ce qui est de plein droit, s'approprier lors de la déclaration de politique générale du gouvernement aussi du côté offshore de la fameuse feuille de route. Il lui faut connaître dans les moindres détails les tenants et les aboutissants en le volet, expression

chiffrée pour le moment qui n'est que son apanage qu'il partage avec ses camarades initiés de la « petite forêt sacrée » qui siègent dans l'équipe gouvernementale. Les sans voix que nous sommes, exigeons plus de transparence dans la gestion fut-elle prévisible de nos pauvres sous publics longtemps dilapidés par les précédents régimes (ce peuple reste désormais très exigeant).

En tout état de cause, il est une nécessité absolue et un devoir patriotique, d'exiger le départ de ce concitoyen qui est à ses limites dans cette fonction qui exige de son titulaire, encore plus d'allants, de dynamismes et de proactivité qui font bigrement à présent défaut. Nous continuerons de regretter un certain feu Jean Marie Doré (paix à son âme) qui fut en le domaine, une vraie « Ecole » de gouvernant, certes sur une très courte période mais très enrichissante. Le manquement volontaire de sa part à cette longue tradition républicaine [Refus de présentation de la Politique générale du gouvernement aux di-

gnes représentants du peuple (CNT pour l'instant)] si chère aux nations policées et à laquelle vient de se dérober immanquablement notre cher grand frère aimé. Cette défiance ne doit rester sans conséquences. Qu'à cela ne tienne, il demeurera aussi longtemps qu'il sera dans cette posture, un des fusibles parfaits dans cette gouvernance un peu tancée où le Président Colonel Mamadi DOUMBOUYA

doit avoir fermement à l'idée ou à l'esprit que toutes les démissions ne sont pas souvent volontaires et où parfois, le destinataire peut aussi en exiger (une façon d'offrir une sortie honorable à un proche collaborateur tombé en disgrâce pour une raison ou une autre).

Ici, pour moi, le déterminant ou la seule constante reste : le CNRD et son Président Colonel Mamadi DOUMBOUYA (dont la valeur nette est connue d'avance, depuis le 05 septembre 2021), tout le reste, sont des variables (c'est-à-dire des données interchangeables à souhait, ceci, en fonction des scénarii désirés).

Derrière cette saine volonté individuelle, il n'ya aucune méchanceté, si ce n'est l'expression sincère d'un ras-le-bonbon d'un citoyen d'une lancinante expectative.

Puisse Dieu guider et éclairer nos pas ! Amen ! », a écrit Souleymane Doumbouya, Consultant Socioéconomique.

Tidiane Diallo

CNOSCG

Gabriel Haba apporte son soutien à Dansa Kourouma dans son "bras de fer" avec le PM

Le président du CNT, Dr Dansa Kourouma, a mis à profit le lancement d'un atelier pour faire part de son agacement par rapport au fait que le Premier ministre Mohamed Béavogui n'ait pas présenté à ce jour son discours de politique générale devant les conseillers nationaux. C'était le mercredi dernier. Une sortie qui a été largement commentée et qui continue de faire réagir des acteurs politiques et de la société civile. Le secrétaire exécutif du CNOSCG, Ange Gabriel Haba, à travers une tribune, a apporté son soutien au président du CNT, dont il est un proche.



« Le Président du CNT a bel et bien le droit d'interpeller le Premier Ministre non seulement sur la présentation de la feuille de route de la transition, mais également tout Ministre sur une quelconque question nécessitant la clarification devant le CNT.

Et cela sur le fondement de l'article 57 alinéa 3 de la Charte de la transition qui dispose : « ... de suivre la mise en œuvre de la feuille de route de la transition... », mais comment va-t-on suivre une feuille de route dont-on n'a pas connaissance ? Mieux, l'Ordonnance 2021/001/PRG/CNRD/SGG, du 16 septembre 2021, portant prorogation des lois nationales, des conventions, traités et accords internationaux en vigueur, confortent la conviction de tout citoyen et observateur avertis, impartiaux que le président du CNT agit en droite li-

gne des pouvoirs légaux que la Charte de la transition lui confère.

Par ailleurs, a-t-on besoin de rappeler cela à qui que ce soit, lorsqu'on est investi d'une mission de service public, puisque cela commande la transparence et la réédition des comptes ? A moins qu'on ne soit animé d'autres desseins inavoués. Tout personnage investi des prérogatives de la puissance publique devrait se soumettre allègrement à un tel exercice républicain.

C'est pourquoi maints observateurs sont ébahis par les commentaires et prises de positions de ceux qui ont revêtu ces derniers temps les mentaux de Zoro trahissant leur méconnaissance ou leur mauvaise foi dans l'interprétation de la Charte. Cela est illustré par leur demande ressassée auprès du CNRD et du Gouver-

nement quant à la déclaration de leurs biens, car on est tenté de se demander sur la base de quel fondement juridique, puisque la Charte n'en fait pas cas ? Peut-être ces individus s'appuient sur l'Ordonnance prorogeant les lois nationales, les conventions, traités et accords internationaux en vigueur, dès lors l'interpellation du Président du CNT a donc l'avantage d'avoir une base légale. C'est pourquoi dit-on que le méchant est bête. Cette autre question taraude les esprits, à savoir pourquoi s'arrogent-ils d'un tel droit et le déniaient au Président du CNT ?

Ainsi le peuple de Guinée et les partenaires au développement de la Guinée se rendent compte par ces sorties hasardeuses, farfelues, zélées et populistes que ces membres d'une certaine officine n'ont d'autre but que de déstabiliser ceux qui ont la charge du destin national et fragiliser notre cohésion sociale dans le but d'assouvir leur soif du pouvoir et leur boulimie d'argent. Malheureusement leurs propos manquent de consistance et de cohérence.

La transition en cours à travers ses organes ne chancelera pas, ni ne sombrera.

Le Premier Ministre actuel devrait au moins mimer les bonnes pratiques en cours dans les pays ayant les mêmes similitudes que la Guinée, étant sous transition militaire, tel que le Mali et le Tchad.

Au regard de ce qui précède, l'on est tenté de donner raison à Albert Camus, que la bêtise humaine persiste dans le monde ! », a écrit Ange Gabriel Haba, secrétaire Exécutif du CNOSCG.

Kèfina Diakité

CONSEIL NATIONAL DE LA TRANSITION

Mohamed Béavogui se fait attendre pour son discours de politique générale



Au lancement, le 29 juin 2022, d'un atelier de formation à l'intention des conseillers nationaux sur la maîtrise du processus budgétaire, le président du CNT, Dr Dansa Kourouma, a fait part de son agacement par rapport au fait que le Premier ministre, Mohamed Béavogui, ne se soit pas déplacé à ce jour pour présenter son discours de politique générale devant les conseillers nationaux.

« Cette formation devrait être précédée par une autre rencontre plus importante.

Je vous réitère et je vous charge une fois encore de transmettre à Monsieur le Premier ministre, chef du gouvernement, près de huit (8) mois après sa nomination, la représentation nationale, le peuple de Guinée attend toujours sa

politique générale. Nous voulons savoir les grands axes stratégiques. Comment ce gouvernement compte transformer le quotidien des Guinéens ? Nous sommes pressés.

C'est la troisième interpellation officielle de ma part. Je l'ai fait par courrier, je l'ai fait par rencontre. Aujourd'hui, je profite pour dire que c'est la dernière interpellation sur le sujet. Nous attendons avec exigence et insistance le discours de politique générale de Son Excellence Monsieur le Premier ministre », a déclaré Dr Dansa Kourouma, président du CNT, lors de la cérémonie de lancement de l'atelier sur la maîtrise du processus budgétaire. Une session de formation organisée à l'intention des conseillers nationaux. C'était en présence du ministre du Budget, Moussa Cissé.

Kèfina Diakité

VIE POLITIQUE

L'AGN de Mory Kaba dans l'arène

Mory Kaba, à la tête d'un parti dénommé "Avenir d'une Guinée Nouvelle" (AGN), ambitionne légitimement de devenir le prochain président de la République de Guinée. Il en a fait l'annonce le samedi 02 juillet lors d'une assemblée générale, en présence de nombreux invités.



Mory Kaba promet, une fois installé dans le fauteuil présidentiel à la faveur d'élections libres et transparentes, de changer positivement les conditions de vie et de travail de ses compatriotes qui, après 63 ans d'indépendance, continuent de vivre dans la pauvreté, malgré l'immense richesse du sol et du sous-sol de leur pays. Et d'ajouter que tous les fonc-

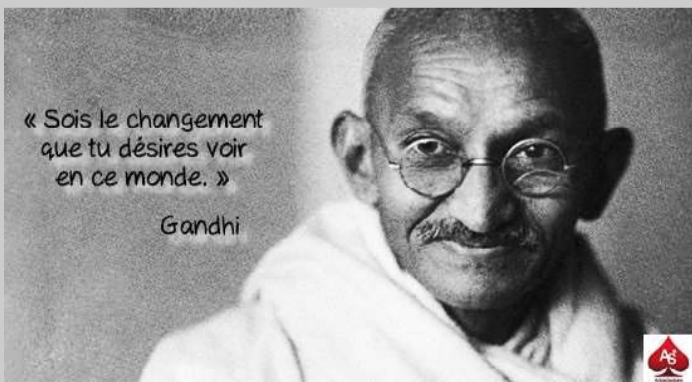
tionnaires pourraient être payés à 800 dollars.

« Nous avons réfléchi. Nous avons pensé pendant des jours et des nuits pour essayer de sortir quelque chose scientifiquement, comme un instrument économique pour essayer d'aider la Guinée à sortir de sa léthargie. Et jusque-là où nous sommes aujourd'hui, demandez à tout économiste en République de Guinée, personne ne pourra vous dire le contraire de ce que nous sommes en train de brandir (...). Pour ceux qui connaissent l'économie, la Guinée a un budget de 2,5 milliards depuis plus de 10 ans, recettes et dépenses. Mais cependant vous avez une société aurifère comme la SAG qui appartient au privé. Allez dans tous les pays développés au monde, les pays sérieux, vous ne verrez pas une société à la dimension de la SAG qui appartient au privé. Nous de l'AGN, le jour où nous allons venir, nous allons prendre ces moyens de production, les mettre dans le portefeuille de l'État pour essayer d'avoir de l'argent et ensuite nous allons créer des champions nouveaux. C'est pourquoi on a démontré comment est-ce que nous pouvons payer tous les fonctionnaires guinéens à 800 dollars et quitter de 100.000 fonctionnaires en allant jusqu'à 250.000 fonctionnaires. À ce jour, personne n'a pu nous dire le contraire. C'est la qualité de l'AGN, venez à l'AGN », a indiqué le jeune président de l'AGN (Avenir d'une Guinée Nouvelle), Mory Kaba.

Kèfina Diakité

GANDHI

«Sois le changement que tu désires voir en ce monde»



(On aime beaucoup cette citation sur le changement de Gandhi parce qu'elle incarne un élan, une pensée positive active qui interdit de se poser en victime. Oui, le monde n'est pas parfait, mais pour le changer, VOUS devez commencer par changer.)

Lisez le journal numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts

GESTION DU FOOTBALL GUINÉEN

La FIFA prorroge le mandat du CoNor

La FIFA, l'instance dirigeante du football mondial (FIFA), vient de proroger jusqu'au 30 avril 2023 le mandat du CoNor en Guinée. Un mandat qui est arrivé à son terme le 30 juin 2022 et dont la prorogation est diversement appréciée dans les milieux sportifs.



« Le Bureau a pris note que l'administration de la FIFA et le comité de normalisation ont convenu que des élections au sein des membres et des affiliés de la FGF (à savoir les ligues et les districts) devraient avoir lieu avant l'élection du nouveau comité exécutif de la FGF. Ainsi, deux congrès distincts devront être convoqués avant que le comité de normalisation ne puisse à son tour convoquer le congrès électif de la FGF.

Le premier congrès permettrait d'approuver les nouveaux statuts et le code électoral de la FGF, tandis que le second prévoirait la nomination des membres de la commission électorale, de la commission de recours électorale et des organes judiciaires. Une fois que ces

deux congrès auront eu lieu, des élections seront organisées au niveau des membres et des affiliés de la FGF. Ces élections seront également supervisées par la commission électorale de la FGF afin de garantir leur transparence et leur équité.

Au vu de ce qui précède, et compte tenu du fait que le délai initialement accordé au comité de normalisation pour mener à bien son mandat et les tâches susmentionnées (c'est-à-dire au plus tard le 30 juin 2022) n'est désormais plus tenable, le Bureau a décidé le 29 juin 2022 de prolonger le mandat du comité de normalisation de la FGF jusqu'au 30 avril 2023 au plus tard », indique le courrier de la FIFA.

Tidiane Diallo

DAN MILLMAN

«Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien.»

AG DU PEDN

Lansana Kouyaté prône le dialogue pour sortir de l'impasse sociopolitique

Lors de l'assemblée générale hebdomadaire du PEDN, qui s'est tenue le samedi 2 juillet, son président, l'ancien Premier ministre Lansana Kouyaté a déclaré que l'ouverture d'un véritable dialogue est une bonne initiative.



« Quand on parle de dialogue, c'est exigeant pour les partis politiques, les syndicats et tous ceux qui participent. Et, la balle est partie, je crois que le Premier ministre ou le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation nous dira exactement où nous en sommes et comment reprendre ces assises pour que véritablement le pays aille vers l'objectif fixé, c'est-à-dire le chronogramme et tout ce qui doit être inscrit là-dedans, que ça doit discuter en toute tranquillité et en tout sérénité et, que ça ne soit pas entaché des marches ou des violences qui ne feront que perdre du temps justement à la transition », a confié Lansana Kouyaté, avant d'ajouter ceci : « La Guinée n'est pas le meilleur exemple du bas, on peut se relever plus grand que ça mais il faut que nous croyions en nous-

mêmes et qu'on abandonne tout ce qui est superfétatoire, tout ce qui est inutile, des batailles inutiles... La politique, ce n'est pas une question d'écrit, tout ce qui est bon mais s'il n'y a pas le vrai caractère qui amène l'homme à se dépasser, c'est la recherche du caractère qui est la plus importante ».

Le président du PEDN a annoncé que la Convergence Centriste pour l'Espoir (CCE), à laquelle appartient son parti, déposera son memorandum au Premier ministre Mohamed Béavoqui qui en avait fait la demande lors de la première rencontre avec les représentants des forces vives du pays. A rappeler que Lansana Kouyaté et ses alliés ne sont pas sur la même longueur d'onde que l'ANAD et le FNDC par rapport au dialogue.

Tidiane Diallo

RUMEURS SUR UNE NOUVELLE PÉNURIE DE CARBURANT

Le Directeur général de la SONAP rassure les populations

Le jeudi 30 juin, le Directeur général de la Société Nationale des Pétroles (SONAP), Amadou Doumbouya, a dû faire une sortie sur le terrain et dans les médias pour rassurer les populations par rapport aux rumeurs faisant état d'une nouvelle pénurie de carburant dans le pays.

« Il n'y a pas de manque de carburant. Comme vous pouvez le constater derrière nous, depuis qu'on a reçu le feu vert le vendredi dernier, les citernes sont en train de charger nuit et jour et même les week-ends. Ceux qui sont en train de dire qu'il y a un manque de carburant, sont en train de mentir à la population. Depuis le 1^{er} jour, la SGP et la douane travaillent de 6h du matin jusqu'à 22h pour faire en sorte que tout le monde soit servi. Ceux qui sont en train de faire courir le bruit de manque de carburant sont de mauvaise foi. Le problème de carburant est

une nécessité, ce n'est pas politique ni de préférence. Blaguer avec des rumeurs pareilles, c'est de blaguer avec la vie de certaines personnes. C'est faux et archi faux, il n'y a pas de raison que le carburant manque dans la zone de Conakry, si ce n'est pas l'esprit de sabotage de certains gérants de station-service. Pour l'intérieur du pays, on peut comprendre parce que les citernes qui les desservent prennent du temps pour y arriver. Ça leur prend 4 jours parfois pour arriver. Il y a des stations qui ferment pour des raisons sécuritaires, et c'est compréhensible mais il y a beaucoup

d'autres qui ne doivent pas être fermées... », a-t-il confié. Avant de pointer du doigt ces stations-service qui sont fermées sans raison valable ou qui refusent de servir les clients. « Il y a beaucoup de stations qui ne doivent pas être fermées. Ils sont là à servir les bidons, nous avons les problèmes et on va les poursuivre tous en justice, et s'il faut même fermer ces stations. Nous avons les preuves qu'ils sont là à servir dans les bidons pour revendre au marché noir. », a martelé Amadou Doumbouya, DG de la SONAP.

Tidiane Diallo

INTERNATIONALE LIBÉRALE

Cellou Dalein Diallo réélu vice-président de l'organisation

Le samedi 02 juillet, à la faveur du 63^{ème} congrès de l'Internationale libérale qui s'est tenu à Sofia (Bulgarie), Cellou Dalein Diallo, le président de l'UFDG, a été réélu au poste de vice-président de l'organisation.

« Je viens d'être réélu Vice-président de l'Internationale libérale au cours de ce 63^{ème} Congrès de l'Organisation qui a lieu actuellement à Sofia en Bulgarie.

Je remercie tous les délégués des partis membres qui me renouvellent ainsi, pour la deuxième fois après mon élection en 2017, leur confiance », a fait savoir Cellou Dalein Diallo.

Le président de l'UFDG a tenu à remercier particulièrement le Réseau Liberal Africain (RLA), dont les candidats se sont retirés en sa faveur.

« Je remercie particulièrement le Réseau Liberal

Africain (RLA) dont les candidats se sont retirés en ma faveur. Je m'efforcerai d'être digne de cette confiance que les partis libéraux de la planète viennent de placer en moi en participant plus activement aux travaux du Comité exécutif et à la défense des valeurs que nous partageons notamment la Liberté, la démocratie, l'Etat de droit et les droits humains », a-t-il précisé.

Tidiane Diallo



Chronique

TIERNO MONÉNEMBO

L'Afrique face à la guerre du blé

L'épée de Damoclès alimentaire est sur la tête des Africains. Ceux-ci ont pourtant des atouts à faire prévaloir, à condition que la volonté politique soit là.

Une balle éclate en Ukraine et c'est la famine au Sahel. L'effet « mondialisation » fait penser à « l'effet papillon » cher à Edward Lorenz, l'un des maîtres à penser de la fameuse théorie du chaos. « Le battement d'ailes d'un papillon au Brésil peut-il provoquer une tornade au Texas ? » Pour extraordinaire que cela paraisse, ce scénario catastrophe est plausible sur le plan météorologique aussi bien que sur le plan alimentaire. Une feuille morte tombe en Australie et c'est l'avalanche au Groenland ! Un grain de blé se perd à Kiev, et c'est la pénurie de semoule à Bamako ! Il n'y a pas de petite querelle, disait Hampâté Bâ. Il n'y a pas de petite cause non plus. C'est un simple soupire de bébé qui déclenchera le big-bang final, si ça se trouve. La vie est un tout. C'est pour avoir oublié cela que nous avons bâti ce monde absurde de frontières factices et de nations belliqueuses.

Mais bon, ce n'est pas en 2022 que nous allons corriger les erreurs commises au Néolithique. Le nationalisme est devenu notre dogme et la guerre, notre mode vie. Partout, même sur



les atolls du Pacifique, la géopolitique a pris le pas sur la morale et la religion. Rangez votre bible, parlez-moi d'intérêt et de stratégie ! Point de regret ! Si l'habitude est une seconde nature, le regret lui, est une seconde erreur. Faisons le monde « tel qu'il est » et tant pis si plus personne ne peut limiter les dégâts. Et le monde tel qu'il est, c'est d'abord et avant tout la guerre d'Ukraine, ou plutôt

la guerre du blé.

La Russie et l'Ukraine exportent à elles seules 30 % du blé mondial. C'est dire que le conflit entre ces deux nations slaves entraînera inévitablement une crise alimentaire de grande importance (l'ONU parle déjà d'un « ouragan de famines »). Et bien que fort éloignée de la zone de turbulence, l'Afrique en sera la première victime.

L'Afrique, potentielle victime collatérale alimentaire

Et pour cause, c'est elle qui dépend le plus des céréaliéristes de Moscou et de Kiev : en moyenne, 40 % de sa consommation, 65 % pour le Sénégal, 68 % pour la RD du Congo, 75 % pour le Bénin et le Soudan, 85 % pour l'Égypte, 100 % pour la Somalie.

Pourquoi croyez-vous que Macky Sall, président en exercice de l'Union africaine, et Moussa Faki Mahamat, secrétaire exécutif de ladite organisation, ont rencontré Poutine à Sotchi le 3 Juin dernier ? Bien sûr, pour prôner la paix et l'amitié entre les peuples comme le veut la liturgie diplomatique, mais aussi et surtout pour exhorter le nouveau tsar de toutes les Russies à débloquer les 20 000 000 de tonnes de céréales que la guerre a bloquées dans les ports de Kharkiv et d'Odessa.

encore compris que la dépendance alimentaire est la pierre angulaire de la dépendance politique. Nous resterons assujettis et sous-développés tant que nous cracherons sur le manioc et l'igname, le niébé et la banane plantain pour nous empiffrer de ce blé qui ne pousse même pas sur nos terres.

Malgré les projets faramineux et les discours grandiloquents, aucun de nos États n'a réussi à briser cette intolérable absurdité née de la domination européenne : l'Afrique est le seul continent qui produit ce qu'il ne consomme pas et qui consomme ce qu'il ne produit pas. Au fond, la colonisation n'est pas dans le canon, elle est dans l'assiette.

* 1986, Grand Prix littéraire d'Afrique noire ex aequo pour « Les Écailles du ciel » ; 2008, Prix Renaudot pour « Le Roi de Kahel » ; 2012, Prix Erckmann-Chatriaux et Grand Prix du roman mérité pour « Le Terroriste noir » ; 2013, Grand Prix Palatine et prix Ahmadou-Kourouma pour « Le Terroriste noir » ; 2017, Grand Prix de la francophonie pour l'ensemble de son œuvre. Tierno Monénembo vient de publier « Saharienne Indigo » aux éditions du Seuil, 334 pages.

Nos dirigeants n'ont pas

Par Tierno Monénembo*

Proverbe Africain

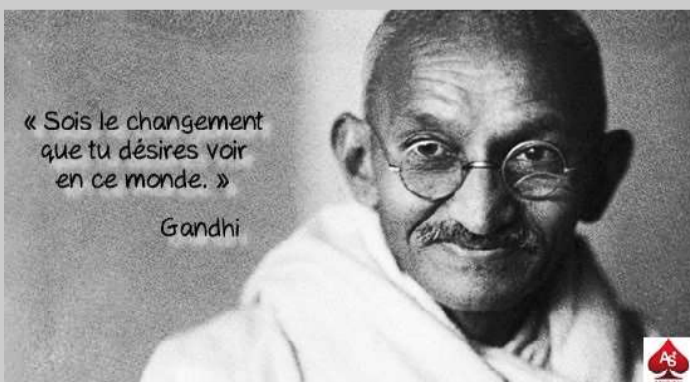
«Le vieux se chauffe avec le bois récolté dans sa jeunesse.»

DAN MILLMAN

«Le secret du changement consiste à concentrer son énergie pour créer du nouveau, et non pas pour se battre contre l'ancien.»

GANDHI

«Sois le changement que tu désires voir en ce monde»



(On aime beaucoup cette citation sur le changement de Gandhi parce qu'elle incarne un élan, une pensée positive active qui interdit de se poser en victime. Oui, le monde n'est pas parfait, mais pour le changer, VOUS devez commencer par changer.)



TETRA TECH ARD

WEST AFRICA BIODIVERSITY AND LOW EMISSIONS DEVELOPMENT (WABILED) PROGRAM

WEST AFRICA BIODIVERSITY AND LOW EMISSIONS DEVELOPMENT (WABILED) PROGRAM

We're hiring!

WABILED is looking for a motivated and passionate Technical Advisor to the Mano River Union (MRU); passionate about making regional policies and best practices work for people and biodiversity in forest landscapes

About: WABILED is a USAID West Africa-funded Program, implemented by Tetra Tech ARD. WABILED is seeking applications for an experienced full-term Technical Advisor, based at the MRU Secretariat in Freetown to support the implementation of activities jointly identified by MRU and WABILED. Anticipated outcomes of the **MRU Advisor's** work include the operationalization of the MRU Strategic Plan and strengthened institutional capacity of the MRU Secretariat. As a core member of the MRU technical team, the **MRU Advisor** will conduct a mapping of funding mechanisms to address climate change

and other environmental issues in West Africa and assist the Secretariat to mobilize resources to conduct vulnerability baseline assessments of priority sites. Specifically, s/he will reinforce capacities of MRU's technical staff on Public Private Partnerships (PPP) and support initiatives regarding private investments on climate change, wildlife trafficking and/or forest and biodiversity issues. The **MRU Advisor** position comes with periodic travels throughout West Africa.

Required qualifications: Master's degree in Geography, Environmental Sciences, Natural Resources

Management, Forestry, Agronomy, Rural Development, Regional Planning, and Land Use, complemented by minimum of ten years of progressively increasing responsibility for designing, managing, and implementing complex projects relating to Natural Resource Management, Environment and Research.

Interested applicants should send their CV and cover letter to wabiledrecruits@gmail.com latest by **5 pm GMT on July 6, 2022**. The full vacancy announcement is available at <https://www.jobsinghana.com/jobs/indexnew.php?&device=d&view=46396>

TRANSITION

Les Maliens adoptent un calendrier électoral avant le sommet de la Cédéao

Le gouvernement malien a adopté un calendrier électoral de la transition à trois jours d'un sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) qui doit se pencher sur les sanctions sévères prises en janvier pour sanctionner la junte.

La date de la présidentielle est fixée à février 2024, et celle du référendum sur la nouvelle Constitution à mars 2023, selon des documents officiels transmis jeudi à l'AFP.

Des législatives doivent enfin se tenir entre octobre et novembre 2023, et des élections locales en juin 2023, selon ces textes validés lors d'une réunion du gouvernement mercredi soir.

« Nos autorités balisent davantage (la voie) pour un retour à l'ordre constitutionnel » au Mali, théâtre de deux coups d'Etat menés par le même groupe de colonels en août 2020 et mai 2021, a déclaré jeudi sur la télévision publique le porte-parole du gouvernement, le colonel Abdoulaye

Maïga, également ministre de l'Administration territoriale.

« Le gouvernement trouve ce chronogramme (électoral et référendaire) réaliste », a-t-il ajouté.

Ces documents ont été au préalable soumis aux acteurs politiques et de la société civile.

La publication de ce chronogramme s'inscrit dans un calendrier d'après négociations entre Bamako et la Cédéao après que l'organisation sous-régionale a en janvier mis sous sanctions le Mali et lui impose un vigoureux embargo.

La junte malienne avait déjà promulgué un décret début juin stipulant qu'ils gouverneraient jusqu'en mars 2024. La Cédéao avait



dans la foulée « regretté » que les autorités n'aient pas attendu la fin de négociations avec elle pour fixer l'échéance.

La Cédéao fait pression depuis la prise du pouvoir par les militaires en août

2020 pour un retour rapide des civils à la tête de ce pays plongé depuis 2012 dans une profonde crise sécuritaire et politique.

Les sanctions affectent encore davantage une économie déjà éprouvée. La

Cédéao en conditionne la levée à la présentation par la junte d'un calendrier de transfert du pouvoir aux civils acceptable à ses yeux.

Le calendrier doit être soumis dimanche aux chefs d'Etat de la Cédéao, lors de leur sommet à Accra.

Un médiateur ouest-africain, l'ancien président nigérien Goodluck Jonathan, a fait de nombreux aller-retours à Bamako pour discuter avec les autorités militaires et tenter de trouver un compromis.

Le dernier séjour au Mali de M. Jonathan remonte aux 23 et 24 juin, cinq jours avant l'annonce de ce calendrier, et avant le sommet de dimanche que beaucoup espèrent décisif.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'ASSEMBLÉE RÉGIONALE 2022

Un événement mondial favorise la poursuite de la paix

L'assemblée régionale de 2022 « Recherchez La Paix » réunit les téléspectateurs de 239 pays en plus de 500 langues

CONAKRY – Alors que la guerre en Europe domine l'attention du public, les téléspectateurs de Guinée s'uniront à des millions d'autres à travers le monde pour le congrès annuel des Témoins de Jéhovah. Le thème de ce congrès de cette année est « Recherchez La Paix! »

« Cette assemblée est un exemple sur la façon dont la paix est en train d'être réalisée par une communauté mondiale en ce moment, car elle unit des millions de personnes même dans des zones de conflit comme l'Ukraine et la Russie », a déclaré Thierry Pourthié, Porte-parole des Témoins de Jéhovah en Guinée. « Le pouvoir des principes discutés transcende les frontières nationales, les différences ethniques et les barrières linguistiques. Les particuliers et les familles bénéficieront de la participation au programme.

Les Témoins de Jéhovah organisent des assemblées à l'échelle mondiale depuis plus de 100 ans. Suivant la pratique des deux dernières années, le programme virtuel de cette année sera disponible progressivement tout au long des mois de juillet et d'août. La première partie de l'émission sera disponible en streaming ou en téléchargement à partir du 27 juin 2022.

Tous sont invités à assister à l'événement en se rendant sur le site jw.org, dans l'application gratuite JW Library (sous BIBLIOTHEQUE / VIDEOS / JW Télédiffusion), ou sur des plateformes de streaming telles que ROKU TV ou Apple TV. Le programme est gratuit et accessible à tous.

L'assemblée de trois jours sera disponible en six parties, chacune correspondant à une demi-journée du programme. Les sujets



traités sont les suivants :

- Comment l'amour conduit à la paix intérieure et à la paix avec les autres.
- Pourquoi la Bible peut être appelée « la feuille de route vers la paix familiale ».
- Comment atteindre la paix même en cas de mala-

die, de problèmes économiques, de catastrophes naturelles ou d'autres difficultés.

- Ce que les gens du monde entier font pour jouir de la paix.

- Pourquoi l'amitié

avec Dieu peut conduire à la paix véritable.

Pour plus d'information, veuillez contacter les Témoins de Jéhovah en Guinée au +224 623 07 6732 ou par email au InboxPID.LR@bethel.jw.org.

JOURNÉE DU PROGRAMME	DATE DISPONIBLE POUR LE STREAMING OU LE TÉLÉCHARGEMENT À PARTIR DE JW.ORG	DATES LES ASSEMBLÉES DU MONDE ENTIER VERRONT ENSEMBLE LE PROGRAMME
Vendredi matin	27 juin	2-3 juillet
Vendredi après-midi	4 juillet	9-10 juillet
Samedi matin	18 juillet	23-24 juillet
Samedi après-midi	25 juillet	30-31 juillet
Dimanche matin	8 août	13-14 août
Dimanche après-midi	15 août	20-21 août